

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 76

p.a.f. 0,60 € - novembre 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Non au nationalisme ! Non au régionalisme !

Dans ce numéro:

La grève du 10 octobre

Ils détruisent les pensions

La chute de Raqqa, mais pas la fin du chaos

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Nous connaissons tous un Harvey Weinstein

Il a fallu le courage de plusieurs actrices pour rompre le silence et qu'Harvey Weinstein, gros producteur d'Hollywood, se fasse virer pour des agressions sexuelles et viols perpétrés pendant des années.

Cette affaire a encouragé des dizaines de milliers de femmes travaillant dans les médias, la communication, la publicité, à raconter leurs propres histoires : des hommes ont abusé de leur position hiérarchique et de la peur de perdre son emploi, pour leur imposer des agressions sexuelles sur leur lieu de travail.

Un problème que les ouvrières connaissent bien, notamment dans les entreprises qui recourent systématiquement à des contrats précaires et offrent par là un levier de pression supplémentaire à tous les Harvey Weinstein.

Dealers industriels

200 000 personnes sont mortes d'overdoses aux USA depuis l'an 2000. Une vague de décès due en grande partie à des médicaments à base d'opiacées vendus comme antidouleurs par de grandes firmes pharmaceutiques. Entre 2014 et 2016, des millions de cachets ont été discrètement écoulés, à plusieurs centaines de \$ la boîte, via des pharmacies de village ou des « cliniques antidouleurs » ouvertes sur les aires d'autoroutes.

Durant ces deux années, les firmes responsables de ce trafic ont dépensés 100 millions de \$ pour arroser les élus américains afin de paralyser le travail de l'Agence fédérale anti-drogue.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

L'économie capitaliste: d'un krach à l'autre

Il y a 30 ans, après une période de boom, la Bourse de Wall Street s'effondrait de 22% en une seule journée, précipitant les places financières dans une chute qui n'avait pas été connue depuis la crise de 1929. Deux ans plus tard, le Dow Jones avait retrouvé ses sommets.

Et puis, il y a dix ans, la crise dite des subprimes jetait de nouveau le monde dans la crise. Il fallut alors l'intervention des États pour sauver la mise à la bourgeoisie à coups de milliers de milliards de dettes nouvelles et de rachats d'actifs.

Depuis, la bourgeoisie et ses serviteurs politiques font payer leur crise aux travailleurs, tandis que les cours en Bourses flambent... jusqu'au prochain krach.

Exproprier la bourgeoisie et lui prendre la direction de l'économie est la seule perspective pour en finir avec ce système chaotique, cause d'exploitation féroce, de misère et de guerres.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Non au nationalisme, non au régionalisme !

Suite au conflit qui oppose le gouvernement espagnol de Rajoy au gouvernement régional catalan de Puigdemont, Rajoy a activé la procédure pour enlever l'autonomie à la Catalogne. Il a reçu le soutien de Merkel et de Macron. Et Charles Michel qui avait tweeté contre l'intervention musclée de la police espagnole le jour du référendum, préfère maintenant se taire.

Que les Merkel, Macron et Michel n'aient pas de problème pour se ranger derrière le gouvernement réactionnaire et la violence policière de Rajoy, n'a rien d'étonnant. Les États bourgeois ont l'habitude de donner de la police contre les manifestants, contre des grévistes ou encore des migrants. C'est cela qu'ils appellent « l'État de droit ». Quand ces gens-là parlent de « droit », c'est toujours du droit de la bourgeoisie et des plus riches qu'il s'agit.

Ce soutien de dirigeants des principales puissances d'Europe au gouvernement central espagnol, apportera des arguments aux nationalistes catalans. Ce sera aussi un prétexte qu'avancera une certaine gauche en Europe, se disant même parfois anticapitaliste, pour justifier leur soutien à ces nationalistes.

Mais si le gouvernement régional catalan du Puigdemont a indubitablement réussi à attirer une fraction importante de la population sous son drapeau nationaliste et indépendantiste, il ne représente aucune alternative positive pour les travailleurs. Le gouvernement catalan applique la même politique d'austérité que le gouvernement de Madrid et il est tout aussi généreux pour le patronat. Le chômage ne diminuerait pas si la Catalogne devenait indépendante, les salaires et les pensions ne seraient pas augmentés, et la police catalane ne serait pas moins au service des capitalistes catalans, ou autres.

On peut le constater ici en Belgique : ce n'est pas la régionalisation qui empêche les patrons d'imposer la flexibilité, les contrats précaires, l'augmentation de la charge de travail, les suppressions d'emplois. Les gouvernements régionaux qui prétendent défendre soit les Flamands, soit les Wallons, sont tout autant à la botte du patronat que le gouvernement fédéral. Que reste-t-il des promesses des nationalistes flamands avant la sixième réforme de l'État ? Il n'en reste

rien. En Flandre aussi, la situation se dégrade pour les travailleurs et il n'y a pas d'autre choix que de se défendre comme l'a montré la grève chez Volvo.

Au niveau économique, Puigdemont a les mêmes perspectives politiques qu'un Charles Michel, qu'un Bart De Wever, qu'un Macron ou une Merkel : faire payer les travailleurs pour sauvegarder les profits des banques et des capitalistes.

L'exacerbation des tensions régionalistes en Espagne se produit sur fond de crise économique et d'une situation de plus en plus difficile pour les classes populaires. Le taux de chômage des jeunes y tourne autour de 50 % ! Les salaires ont baissé dramatiquement et depuis l'éclatement de la crise bancaire, beaucoup de familles ont perdu leur logement.

Oui, beaucoup de gens ont manifesté ces dernières semaines en Catalogne et dans toute l'Espagne, les uns sous le drapeau catalan, les autres sous le drapeau espagnol. Mais les problèmes des travailleurs, leurs revendications légitimes face à la crise, ne se sont pas exprimés.

Les travailleurs ne sont pas gagnants dans la montée des nationalismes et régionalismes. Ils ne font que les diviser. Qu'ils soient à Madrid ou à Barcelone, à Anvers ou à Liège, les travailleurs subissent la même exploitation, les mêmes attaques du patronat et de ses gouvernements. Ce n'est qu'en s'unissant autour de leurs intérêts communs qu'ils pourront défendre leurs emplois, salaires, pensions et conditions de travail. Se laisser entraîner sous un drapeau nationaliste, c'est se mettre à la remorque du patronat. Car qui, en Wallonie, en Catalogne, en Flandre, ou encore en Andalousie, a le pouvoir de fermer une usine, d'embaucher sous des contrats précaires, de licencier...? Le patronat.

Le drapeau des travailleurs n'est pas catalan, pas espagnol, pas britannique ou écossais, pas flamand, pas belge, ni même européen. Laissons-les aux bourgeoisies ! Le drapeau des travailleurs, c'est le drapeau rouge avec la devise du mouvement ouvrier : prolétaires de tous les pays unissons-nous ! C'est le seul drapeau sous lequel nous pouvons changer notre sort, en unissant nos luttes pour nous défendre face aux exploités.

La grève du 10 octobre à Mons

Dans la région de Mons, des piquets de grève assez nombreux se sont tenus, chez les cheminots, les éclusiers, devant des administrations, des écoles, des bâtiments de la poste, des dépôts de TEC, les déchetteries, etc.

Vers 10h, les grévistes se sont joints pour former un cortège et défiler sur le ring de Mons. Les quelques 2 000 manifestants étaient pour bonne partie composés de délégués et de permanents syndicaux, mais aussi de travailleurs qui avaient décidé de répondre activement à l'appel du 10 octobre. Les cheminots, les enseignants, les postiers, les agents des administrations régionales et provinciales, les infirmières, tous étaient contents d'être là et de constater que leurs préoccupations face aux attaques du gouvernement et à la dégradation des conditions de travail dans le secteur public sont partagées par de nombreuses catégories.

Cependant, les délégués témoignaient fréquemment de la difficulté de mobiliser leurs collègues. Une

déléguée racontait que son travail de discussion et d'information, notamment via une Assemblée syndicale, avait convaincu de nombreux travailleurs de la nécessité du mouvement. « Mais, remarquait-elle, le syndicat manque beaucoup de délégués capables de faire ce travail militant ».

Des grévistes se posaient aussi la question des moyens pour surmonter l'isolement des travailleurs du public par rapport à ceux du privé. Il est vrai que pour renforcer cet isolement, les portes-paroles du gouvernement et les médias ont abondamment relayé l'accusation «d'une grève pour aider le PS dans l'opposition». Et les mots d'ordre proposés par la CGSP ne peuvent pas aider les grévistes à contrer cette

propagande contre leur mouvement. En effet, les tracts et les dépliants distribués aux manifestants se déclinaient autour du thème « les attaques contre les pensions, les barèmes, les soins de santé ? Merci le MR ! » ou « Depuis 3 ans, nous avons beaucoup perdu ». Comme si le PS n'avait pas participé, depuis 40 ans, à tous les gouvernements d'austérité et d'attaques contre les travailleurs ! Pour parvenir à grossir les rangs de ceux qui veulent s'opposer à la régression sociale, les travailleurs conscients devront apprendre à mettre en avant des revendications dépourvues d'ambiguïté et dans lesquelles la majorité des travailleurs pourra reconnaître ses problèmes et ses intérêts.

Elle manie la baguette magique

La nouvelle patronne de la SNCB, Sophie Dutordoir, a présenté son projet pour les chemins de fer : « un service performant dès maintenant » pour transporter les voyageurs « de façon sûre, ponctuelle et confortable ».

Le hic : le gouvernement a réduit le budget de la SNCB et demande une économie supplémentaire de 633 millions par an jusqu'en 2020 !

La direction de la SNCB prétend atteindre ces objectifs en continuant à réduire le personnel. En 1970, avec plus de 60 000 cheminots, les trains arrivaient à l'heure. Aujourd'hui, ils sont moins de 35 000 et la ponctualité est un vrai problème.

Le gouvernement peut faire semblant d'y croire, mais les voyageurs ne sont pas dupes et les cheminots non plus.

Les PROS et les vrais pros

Lors de son discours devant le Parlement, Sophie Dutordoir a porté le petit badge de la nouvelle campagne de com avec laquelle elle veut gagner les cheminots à son projet : PROS ENSEMBLE pour Professionnalisme, Respect, Oser entreprendre et Savoir collaborer.

Les travailleurs des chemins de fer ont tout de suite reconnu le génie de la dame qui réussira sans aucun doute à réinventer le fil à couper le beurre.

Ils ont toujours été pros et ce qui les inquiète c'est que Madame Dutordoir ait besoin de consultants en communication pour faire semblant de le devenir...

Machine à licencier

Un an après la mise en application de la politique si mal nommée de la « réintégration des malades de longue durée » de la ministre Maggie de Block, la CSC a fait les comptes : plus des deux tiers des procédures de réintégration se sont soldées par le licenciement sec et sans indemnité, ces malades ayant été classés « définitivement inapte ».

Voilà comment le gouvernement permet aux patrons de se débarrasser des travailleurs qu'ils ont usés.



remplace le certificat de maladie...

La réforme des pensions du gouvernement: les vieux dans la misère...

Le système à points

Avec le système des pensions à points que veut imposer le gouvernement, il faut gagner l'équivalent du salaire moyen (3 401 € brut mensuel en 2017) pour gagner un point par année de travail.

Celui qui ne gagne que 80 % de ce salaire moyen recevra 0,8 point, etc.

Même l'ouvrier ou l'employé qui aura travaillé 47 années sans période de chômage ni de maladie ne touchera qu'une fraction de la pension moyenne (soit 1 200 bruts mensuel en 2017).



Le cours du point

A la fin de sa carrière de travail, le pensionné verra les points épargnés convertis en euros. Combien d'euros par point ? Ah, cela dépendra de la décision du gouvernement, en fonction de la croissance économique, de l'espérance de vie moyenne et des difficultés budgétaires au moment du départ en pension.

Un ralentissement économique ? Un progrès de la médecine ? Une banque à renflouer ? Il ne faudra

même plus "réformer" les pensions pour continuer à enrichir les capitalistes sur le dos des retraités, elles se réduiront automatiquement à peau de chagrin...

Prendre aux vieux pour donner aux riches

En 2018, le taux moyen de cotisations patronales à la Sécurité sociale sera de 25% du salaire, contre 32,4% en 2015. C'est un cadeau du gouvernement Michel aux employeurs. Mais les gouvernements précédents avaient déjà appliqué la même politique ! Conséquence : depuis 2003, le montant total des pensions augmente deux fois plus vite que les rentrées des cotisations sociales qui financent les caisses de la Sécurité sociale. Les gouvernements successifs « réforment » les pensions à la baisse non parce que l'on vit plus

longtemps, mais pour payer les ca-deaux aux patrons.

Vol des prépensionnés

Avec la réforme des pensions du ministre Bacquelaîne (MR), les ouvriers ayant déjà 45 années d'ancienneté et qui sont en ce moment en prépension ou au chômage ne bénéficieront plus de la prise en compte du niveau de leurs revenus actuels dans le calcul du montant de leur pension.

Cela veut dire que les nombreux ouvriers qui ont commencé à travailler avant l'âge de 20 ans se verront appliquer un calcul se référant aux salaires très bas du début de leur carrière professionnelle, lorsqu'ils étaient apprentis ou débutants ! Avec comme conséquence, une perte estimée de 100 € brut par mois lorsqu'ils seront pensionnés...

... les jeunes dans la galère

La Fédération des entreprises de Belgique prétend faire baisser le chômage des jeunes de 25% d'ici la fin de la législature !

Comment ? Avec « la maîtrise des coûts salariaux, la réintroduction de la période d'essai ou encore l'assouplissement des règles relatives au travail intérimaire ».

Bref des emplois sous-payés, en intérim, et en pouvant être viré à tout moment, voilà ce que souhaite la FEB aux jeunes.

Vivement que la jeunesse relève la tête et impose un emploi décent pour tous en prenant sur les profits des millionnaires et milliardaires que défend la FEB !

Qui a peur de la grève?

Le chef de groupe du CDH au Parlement wallon, Dimitri Fourny réclame des sanctions pour les tra-

vailleurs des TEC qui débrayeraient sans préavis officiel du syndicat.



Encore un qui veut faire peur aux travailleurs qui oseraient vouloir se défendre. Parce que ces politiciens serviteurs de la bourgeoisie savent que la peur sera dans leur camp quand les travailleurs s'y mettront vraiment.

Eux aussi ont peur

Chez Infrabel aussi, quatre jours avant la grève du 10 octobre, la direction a rappelé qu'il y aura des astreintes pour les travailleurs qui occuperaient les voies ou qui auraient recours au « sabotage » !

Mais les vrais saboteurs des chemins de fer ce sont les managers d'Infrabel, qui diminuent sans cesse les effectifs et les budgets pour la modernisation et l'entretien du matériel.

Sans issue

Chaque année, la fiscalité favorable aux véhicules de société coûte 2 milliards €. Le budget nécessaire pour achever le RER est de 4 milliards... et il en manque un pour le terminer.

Il est évident que la fiscalité sur les voitures de sociétés est une subvention déguisée aux capitalistes de l'industrie automobile et aux patrons pour éviter d'augmenter les salaires. Mais c'est un choix qui revient à mettre les navetteurs dans les bouchons, direction les tunnels et les viaducs qui tombent en morceaux.

Diminution de salaire au Parlement

Le salaire du président de la Chambre a été réduit d'un tiers. Siegfried Bracke touchera dorénavant un salaire équivalent à celui du premier ministre, plus un euro, soit environ 11 000 euros par mois. Il s'agit d'une diminution de 4700 euros nets par mois qui n'empêchera certainement pas le président de payer ses factures !

Le Parlement a décidé de conserver un "euro symbolique" supplémentaire au salaire du premier ministre afin de marquer l'indépendance du parlement.

Les salaires mirobolants des politiciens sont bien sur écoeurants, mais ce n'est rien à côté des milliards de profits qu'engrangent les capitalistes. Et ce qui est sûr, c'est que le Parlement n'est nullement indépendant vis-à-vis du patronat !

Les riches peuvent encore dormir sur leurs lingots

Nous allons taxer les fortunes, avait promis le gouvernement... et les voilà qui ont inventé une taxe de 0,15% (!!!) sur les comptes-titres, taxe payable par tous ceux qui auraient plus de 500 000 € placés sur de tels comptes.

Bien sûr, les vrais riches ont plein d'autres possibilités pour placer leur argent. Et même s'ils plaçaient de l'argent sur un compte-titre, ils peuvent toujours le faire dans différentes banques, l'État ne s'étant donné aucun moyen de contrôle. Mais cela n'empêche pas les ministres de faire des déclarations... gratuites pour les riches.



Un logement pour tous !

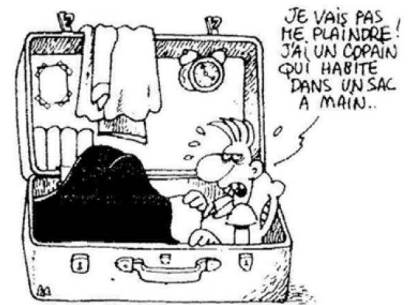
Le parlement vient de voter une nouvelle loi qui vise à criminaliser l'occupation de logements vides alors que jusqu'ici une telle occupation ne relevait que du tribunal civil.

Les associations qui militent pour le droit au logement dénoncent, avec raison, cette nouvelle loi en pointant du doigt le fait qu'il s'agit de criminaliser les plus faibles. Et cela alors qu'il manque cruellement de logements sociaux et que 15 à 30 000 logements sont inoccupés aujourd'hui rien qu'en Région bruxelloise.

Du côté du syndicat des propriétaires on se réjouit de pouvoir récupérer son logement occupé plus rapidement sans devoir faire face à des procédures avec avocats.

Faire une loi qui renforce le pouvoir des propriétaires de logements alors que la misère monte et que l'accès au logement devient de plus en plus difficile ne va rien résoudre.

Il faut un service public qui fasse construire les logements nécessaires, avec un loyer accessible, pour résoudre le problème.



Fin de la taxe tampon

A partir du premier janvier, la TVA sur les produits d'hygiène féminins comme les tampons et les serviettes hygiéniques passera de 21 à 6% considérant qu'il s'agit là de produits de première nécessité. C'est bien là, la moindre des choses.

Mais la TVA reste l'impôt le plus injuste touchant tout le monde de la même manière, les pauvres pour qui se procurer les produits de première nécessité est un problème, comme les riches qui ne s'en préoccupent pas. Alors c'est toute la TVA qui devrait être supprimée et les impôts seulement payés par les riches !

Spéculation sur la santé des femmes

AG Insurance a lancé une nouvelle assurance spécialement conçue pour les femmes atteintes du cancer du sein ou d'autres organes. La prime d'assurance ne serait pas destinée au remboursement des frais médicaux mais aux soins esthétiques, aux massages, à l'aide à domicile... autant de dépenses nécessaires et coûteuses.

Cependant les personnes les plus à risque ne sont pas concernées par cette assurance, car les femmes qui ont dépassé les 50 ans, ce qui représente 4 cas sur 5 ainsi que celles qui ont des tumeurs dans d'autres organes, ce qui est fréquent dans cette pathologie, ne pourront pas y souscrire.

Les assurances spéculent sur les carences de notre système de santé pour s'enrichir. Prendre sur les milliards de profits des entreprises pharmaceutiques : voilà ce qui permettrait à chacun de pouvoir se soigner dignement !

La lutte est nécessaire, il faut la préparer !

Bien que la CSC n'ait pas appelé à la grève, beaucoup de services publics ont été fortement perturbés ce 10 octobre. Beaucoup de travailleurs ont donc suivi la consigne de ne pas venir travailler, y compris ceux affiliés à la CSC. Ils auraient été plus nombreux encore, si les syndicats n'avaient pas perdu beaucoup de crédit. Ces mobilisations d'un jour, sans assemblée où les travailleurs peuvent s'exprimer et déterminer leurs mots d'ordre, sans manifestation pour se voir nombreux, on en a connu trop et on sait qu'elles ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.

Cependant, les raisons pour faire grève ne manquent pas. Parmi les décisions du gouvernement, il y a notamment celle de permettre aux administrations publiques de recourir au travail intérimaire, une possibilité qui existe déjà en Flandre et qui est à l'étude en Wallonie. Le ministre de la fonction publique, Steven Vandeput (N-VA) a clairement déclaré la fin du fonctionariat qui serait dorénavant réservé aux « fonctionnaires dirigeants ». Les pensions du secteur public, qui ont déjà été amputées de plusieurs centaines d'euros par mois par ce gouvernement et ses prédécesseurs, diminueront encore beaucoup. En effet, l'introduction d'un système à points envisagé par le gouvernement signifie la fin du système actuel des pensions. Les travailleurs partant à la retraite ne sont remplacés que très partiellement, et la charge de travail de ceux qui restent augmentant considérablement.

Comme il fallait s'y attendre les grévistes ont été accusés par le patronat et ses serviteurs de « prendre les usagers en otage ». C'est gonflé, car les économies du gouvernement dans le secteur

public ont des conséquences pour tous les usagers ! Il n'y a qu'à regarder les tunnels et ponts fermés à la circulation pour manque d'investissement.

Mais surtout, les travailleurs du secteur public subissent les mêmes attaques que les travailleurs du privé. C'est la même précarisation, les mêmes baisses de salaire, la même augmentation de charge de travail. C'est ensemble qu'ils sont attaqués, c'est ensemble que les travailleurs du privé et du public peuvent se défendre !

L'argent du public doit servir au public ! Les économies dans les services publics servent à financer les cadeaux aux capitalistes : les baisses des cotisations sociales au profit du patronat (passé de 33 % à 25 % cette année), les baisses des impôts des sociétés (passé de 33,9 % à 25 % pour le taux de base que beaucoup de sociétés ne doivent même pas payer), les subventions aux entreprises et aux banques (14 milliards d'euros en 2016 !).

Non seulement, ces cadeaux de l'État que les gouvernements successifs ont toujours justifiés par le soi-disant maintien de l'emploi, n'ont pas empêché les entreprises et les banques, même bénéficiaires, de licencier. Mais l'État lui-même supprime des milliers d'emplois à tous les échelons, du fédéral jusqu'aux communes. Ce sont autant d'emplois en moins pour les jeunes qui sortent des écoles.

Cette situation où les uns crouissent au chômage tandis que les autres se crèvent au travail, pourrait la vie de tous. Pourtant, du travail, il y en a. En témoignent les nombreux cas de burnout et le fait qu'on soit de plus en plus tôt usé par le travail. Les avancées technologiques permettraient qu'on

travaille tous moins, tout en gagnant mieux sa vie. Mais les gains de productivité de ces 40 dernières années sont partis dans les profits et non dans les salaires et pensions. Ils n'ont enrichi que les patrons et les actionnaires. Le profit, c'est la seule raison pour laquelle le patronat pousse à l'allongement des carrières, la diminution des pensions. Il faut prendre sur les profits pour embaucher massivement dans les services publics utiles à la population et répartir le travail entre tous sans perte de salaire !

De l'argent pour financer cela, il y en a ! Jamais, il n'y a eu autant de millionnaires en Belgique et jamais les plus riches n'ont été aussi riches ! Pour leurs emplois et leurs salaires, de meilleures conditions de travail, un meilleur service public, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que d'aller chercher l'argent là où il est.

Alors, il s'agit de beaucoup plus que de lutter contre ce gouvernement. C'est contre l'exploitation, contre la classe capitaliste qu'il faut se dresser. Cette lutte ne viendra pas des appareils syndicaux. Elle viendra des travailleurs.

Mais c'est cette lutte là qu'il faut préparer dès maintenant. Alors toutes les luttes collectives, même limitées, sont des occasions pour le faire. C'est l'occasion de se rencontrer et de s'échanger entre militants et travailleurs convaincus de la nécessité de lutter. Tous ceux qui ont bravé les calomnies de la presse et du gouvernement pour participer à la grève du 10 octobre, souvent malgré leur méfiance justifiée envers les directions syndicales, ont montré leur fierté de travailleurs et qu'on ne baissera pas la tête ! C'est un gage pour l'avenir.

Chute de Raqqa, mais pas fin du chaos ni de la barbarie

Les médias martèlent l'idée selon laquelle l'effondrement de Daesh dans son fief de Raqqa, en Irak, ouvrirait une ère nouvelle.

C'est oublier les milliers de morts civils qu'ont fait également les bombardements et les assauts de la coalition emmenée par les Etats-Unis et ses alliés. C'est oublier aussi que la destruction totale de la ville, réduite à un immense champ de ruines.

Ce chaos et cette barbarie, tout comme les groupes terroristes dont ils sont le produit, se développent depuis une trentaine



d'années dans cette région mise à feu et à sang par les grandes puissances impérialistes pour sauvegarder leur domination et leur accès au pétrole et au gaz qui s'y trouvent. Alors, victoire pour qui ?

Arabie saoudite : progrès à pas de tortue

Le roi Salman d'Arabie saoudite a décidé de permettre aux femmes de passer le permis de conduire. C'est l'aboutissement d'une lutte de près de trente ans au cours de laquelle des dizaines de femmes ont été arrêtées et souvent condamnées à de la prison pour avoir pris le volant.

En Arabie saoudite, les femmes ne peuvent pas sortir sans être accompagnées d'un homme de leur famille et pour la moindre démarche, quel que soit leur âge, elles ont besoin de l'autorisation de leur tuteur légal. Dans cette société machiste, c'est donc une petite révolution : une femme pourra s'inscrire toute seule pour passer le permis de conduire, et pourra sans chaperon prendre des leçons de conduite.

Si les pressions en sens inverse ne font pas annuler la décision, d'ici huit mois on pourra voir en Arabie saoudite des femmes seules au volant. Ce sera un pas en avant pour les femmes qui se battent pour leurs droits.

Le Pen s'octroie un (gros) salaire...

La presse révèle que Marine Le Pen a augmenté son salaire de présidente du FN, qui s'ajoute à celui de députée, de 66% pour le porter à 5000 euros par mois. Il est vrai qu'élevée dans les millions du clan Le Pen dans un château à Saint-Cloud hérités du cimentier capitaliste Lambert, elle a été habituée au train des riches.

Une politicienne « anti-système » qui y vit très confortablement...



Photo de famille chez les Le Pen

Retrait des troupes belges du Moyen-Orient !

Les F16 belges ont largué 354 bombes contre l'Etat Islamique cette année. Ils intensifient ainsi leurs raids en Irak en ayant largué déjà 84 bombes de plus que sur l'ensemble de l'année 2016, a déclaré le ministre de la Défense Steven Vandeput.

La Belgique fait partie de la coalition internationale luttant contre l'EI depuis 2014.

Combien de civils morts sous ces bombes ? Combien d'argent public dépensé dans cette industrie de la mort qui ne fait que mettre le Moyen-Orient dans le chaos ?

A bas la guerre!

Marchands wallons de la mort

Le ministre-président wallon Willy Borsus (MR) a octroyé 25 licences d'armes vers l'Arabie Saoudite. Ce pays qui est connu pour écraser sa population, soutenir des groupes terroristes, et mener la guerre au Yemen.

Lorsqu'il était dans l'opposition le MR critiquait le PS pour ces mêmes ventes d'armes wallonnes à l'Arabie saoudite. Maintenant Borsus tient le même discours que ses prédécesseurs : "Un embargo d'une seule région n'aura aucun impact", il faut un "embargo européen ou des Nations Unies" sur les ventes d'armes. Des mots...pour permettre aux profits de se faire...au mépris de la vie des populations !

Non aux expulsions !

L'année dernière a été la plus meurtrière jamais enregistrée en Afghanistan pour les civils, d'après les observations des Nations Unies.

Pourtant, le nombre d'Afghans renvoyés dans leur pays par des Etats européens a presque triplé entre 2015 et 2016 : 10 000 personnes dénonce Amnesty International.

De plus, les avis favorables donnés aux demandeurs d'asile afghans sont passés de 68% à 33%. Et cela alors que l'Europe, aux côtés des Etats-Unis, continue à bombardier ce pays.

Bombarder les populations et ne leur laisser aucune chance de se sauver : voilà la politique infâme des Etats européens !